

À Nice, une « police privée » qui ne vaut pas le coût

Émilien Urbach

Narcotrafic Alors que les parlementaires votent ce mardi deux lois sur la lutte contre le crime organisé, le maire azuréen Christian Estrosi persiste dans sa politique du tout-répressif. Dans le quartier des Moulins, le principal bailleur social, soutenu par la Ville, finance un bataillon de vigiles.

Assis, debout, appuyés ou perchés sur les gros rochers qui entourent le terrain vague laissé par la destruction du bâtiment délabré qui abritait l'un des principaux points de vente de drogue des Alpes-Maritimes, dans le quartier niçois des Moulins, une dizaine de jeunes exploités par les réseaux du crime organisé azuréen tiennent la place. « Si tu ne viens pas chercher quelque chose, ne reste pas ici, frérot ! C'est mieux pour toi », lâche l'un d'entre eux, inquiet, casquette enfoncée sur le crâne, yeux bleus, nez et bouche cachés par un masque en papier des années Covid.

Le trafic de stupéfiants, avec son lot de violences et d'incivilités, est toujours bien présent dans ce quartier populaire où vivent plus de 10 000 personnes. Et la création, en mai 2024, du groupement d'agents interbailleurs contre les désordres et les abus, dont l'acronyme, Gaida, signifie « garde » en langue niçoise, n'y a rien changé. Ce bataillon composé de 16 vigiles, anciens militaires ou policiers, munis d'armes de catégorie D, est financé pour deux tiers par le principal bailleur social niçois, Côte d'Azur Habitat (CDAH), et par les contribuables de la capitale maralpaine pour le tiers restant. En clair, une « police privée » payée par les charges locatives des habitants du quartier.

L'un de ses principaux dirigeants n'est autre qu'Anthony Borré, président du CDAH mais aussi premier adjoint au maire de Nice et vice-président de la métropole chargée de la sécurité, du logement, de la rénovation urbaine et de la politique de la ville. À son actif, l'expulsion depuis 2021 de 150 familles de leurs logements sociaux parce que l'un de leurs membres est tombé sous la coupe d'un réseau de trafiquants de drogue ou a été condamné pour une autre infraction.

Le prix des drogues toujours affiché en fluo

C'est lui encore qui a orchestré la communication autour de la démolition, à l'automne 2024, de l'immeuble du quartier des Moulins connu dans tout le département sous le nom de « la laverie », sur les débris duquel le commerce de stupéfiants continue de prospérer avec l'un des plus gros points de deal de la ville. « On frappe, on agit, on détruit », avait, à l'époque, inventé l'édile niçois Christian Estrosi comme slogan publicitaire de sa politique sécuritaire. Sans grand effet puisque, sur les murs des immeubles qui entourent les restes du chantier, la liste des produits illicites disponibles et leur prix, peints en vert et orange fluo, sont bien visibles. Les agents du Gaida, eux, sont introuvables.

« On ne les voit jamais, témoigne Nathalie, une habitante. Et quand on va les trouver pour régler un problème de voisinage ils ne nous répondent même pas. » La quinquagénaire est attablée dans un local de l'association Aide aux devoirs et animation des Moulins (Adam), à quelques dizaines de mètres du fameux point de deal. Elle est venue rencontrer le salarié de cette structure, qui fait également remonter les doléances des habitants au bailleur.

« Il y a encore un peu plus d'un an, je coordonnais l'activité de dix médiateurs spécialisés », explique Melissa Crissanto, de l'Association départementale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ADSEA). La responsable associative vit ici depuis son enfance. « Tous étaient des éducateurs formés, connus des habitants du quartier. Certains avaient une expérience de plus de douze ans sur le terrain. L'équipe était composée d'hommes et de femmes. Il n'y en a qu'une seule parmi les agents du Gaida. Les gens des Moulins avaient leur numéro de téléphone et pouvaient les joindre jour et nuit. Avec la création du Gaida, on a perdu des centaines de milliers d'euros de subventions et leurs postes ont été supprimés. »

Cette casse du travail social de proximité a, en outre, des conséquences parfois dramatiques. « Cet automne, une jeune fille du quartier a frappé sa grand-mère à coups de couteau, donne-t-elle comme exemple. C'était une famille que nos médiateurs rencontraient chaque semaine en raison de problèmes de violence au sein du foyer. » Le genre d'action complètement étrangère aux agents du Gaida. « Ils viennent la nuit, poursuit Guillaume, un éducateur de rue. Ils se posent une trentaine de minutes en bas d'un immeuble, puis repartent. Les dealers stoppent leurs activités le temps de leur présence, mais le trafic reprend dès leur départ. »

Un budget initial de 1,8 million d'euros

Pourtant, la métropole niçoise et le CDAH n'ont pas lésiné sur les moyens. À sa création, le budget du Gaida s'élevait à 1,8 million d'euros, selon les chiffres donnés par la Ville de Nice. D'autres sources évoquent une dotation supplémentaire de 400 000 euros. « On paie des charges mais où passe le pognon ? » questionne une vidéo musicale publiée sur Internet par Nourredine Debbbari, habitant du quartier et fondateur de l'association Nice Moulins Solidarités. Le militant associatif est poursuivi en justice par le CDAH, qui l'accuse de diffamation à la suite de cette publication. La question mérite néanmoins d'être posée.

En combinant plusieurs sources, dont les bilans budgétaires de la ville de Nice, on peut estimer le coût total, incluant charges, indemnités et primes, d'un poste de policier municipal entre 45 000 et 50 000 euros. Le 1,8 million d'euros attribué au Gaida représenterait donc l'équivalent du coût de création de près de 40 postes d'agents formés, assermentés et disposant de vraies prérogatives de police. Le budget du Gaida permettrait donc de financer le travail associatif de prévention spécialisée en même temps qu'une véritable police de proximité. Un tel dispositif aurait-il pu permettre d'éviter l'incendie déclenché par des trafiquants le 18 juillet 2024, entraînant la mort de sept membres d'une même famille du quartier, dont trois enfants et un adolescent ? La création du Gaida, deux mois plus tôt, ne l'a, en tout cas, pas empêché.

La municipalité niçoise revendique néanmoins un certain nombre de résultats chiffrés qu'elle a bien voulu communiquer à l'Humanité. Elle attribue au Gaida, depuis mai 2024, « 2 920 évacuations de personnes qui ne sont pas en visite de locataires et qui n'ont rien à faire dans les parties communes ou halls d'immeuble, 55 découvertes d'armes blanches et 74 saisies de stupéfiants représentant près de 5 kilos » de drogue. En estimant à 10 euros le gramme de cannabis et à 70 euros la dose de cocaïne, une telle saisie représente entre 50 000 et 350 000

euros en dix mois. Des sommes dérisoires comparées aux plus de 7 millions d'euros par an de chiffre d'affaires généré par le trafic de stupéfiants dans le quartier.

À l'extérieur du local de l'Adam, un adolescent assis sur un banc, aux côtés de trois chibanis, est très critique quant aux agents du Gaida : « On nous a enlevé des éducateurs qui travaillaient avec nous pour les remplacer par des gens en uniforme qui nous font front », dénonce-t-il. « Un de leurs chiens a même failli me mordre », s'indigne Nourredine Debbari. Ce jour-là, il a passé la matinée à traiter un appartement contre les punaises de lit. « Les véritables problèmes vécus par les habitants des Moulins sont la vétusté des bâtiments, les ascenseurs qui ne fonctionnent pas, les rats et les bestioles, explique-t-il. Le bailleur ne finance les opérations de désinfection qu'au coup par coup. Avec mon association, j'interviens dans les habitations où rien n'est fait. »

Vulnérabilités sociales niées

En réalité, la violence subie par ceux qui vivent aux Moulins est avant tout sociale. « C'est elle qui alimente le narcotraffic », accuse Siam Spencer, une journaliste indépendante ayant habité le quartier pendant plusieurs mois. Elle a publié, en novembre 2024, aux éditions Robert Laffont, la Laverie, un livre enquête relatant son expérience niçoise. « Quand on est adolescent, qu'on a vu ses parents galérer toute leur vie avec des salaires de misère, qu'on vit dans des appartements nuls, à quelques minutes à peine d'un des hôtels les plus luxueux du monde, il est compliqué de ne pas se laisser convaincre par quelqu'un qui te promet 80 euros par jour pour faire le guetteur et te permettre de t'acheter la paire de chaussures dont tu rêves », développe-t-elle.

Nourredine Debbari dresse un constat similaire, pointant, en outre, la responsabilité d'une gestion municipale du logement social soumise aux seules logiques répressives du couple Estrosi-Borré. « Certains habitants sont parfois confrontés à cinq procédures consécutives d'expulsion parce qu'ils ne parviennent pas à payer leur loyer, dénonce le militant associatif. Quand rien n'est mis en place par les pouvoirs publics pour t'accompagner et qu'un trafiquant te propose de cacher de la drogue chez toi en échange du règlement de tes dettes, ce n'est pas évident de refuser. »

Le crime organisé prospère bel et bien sur la vulnérabilité sociale des plus démunis. Et puisque la capitale azurée se situe à quelques kilomètres de la frontière franco-italienne, il profite aussi largement des défaillances des autorités et des politiques répressives qui y sont mises en oeuvre. Les nombreux mineurs étrangers isolés non pris en charge dans les Alpes-Maritimes, quand ils ne sont pas refoulés à la frontière, sont des proies faciles pour les trafiquants, qui les exploitent en échange d'un toit dans des appartements délabrés du quartier.

En janvier 2025, Christian Estrosi a cependant annoncé la poursuite de sa politique, coûteuse et inefficace, basée sur la négation des problématiques sociales, en annonçant la création d'une nouvelle unité du Gaida dans l'est de la ville, avant de s'autoproclamer, sans vergogne : « L'élu local en pointe sur le sujet du parquet national antistups. » Une façon pour lui d'indiquer que son action s'appuie sur les mêmes inspirations que celles qui nourrissent le projet législatif défendu en ce moment par les parlementaires du « socle commun ». Les habitants des Moulins ont, pour leur part, surtout matière à le considérer à la pointe du mépris des quartiers populaires.